



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
Service eau-environnement**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le

**26 JUIL. 2021**

**Arrêté n° DDT-2021-1090  
portant autorisation de défrichement pour le projet de création de la zone d'activité 3  
de la Semine sur la commune de Clarafond-Arcine**

**VU** le code forestier, notamment ses articles L.341-1 et R.341-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la demande d'autorisation de défrichement présentée par la Communauté de Communes Usse et Rhône le 2 juin 2020 ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale n° 2017-ARA-AP-340 du 14 août 2017 ;

**VU** l'accusé de réception de dossier complet du 6 juillet 2020 ;

**VU** la visite sur place effectuée par mon service le 12 août 2020 ;

**VU** la notification du 13 août 2020 du procès-verbal de reconnaissance des bois au demandeur ;

**VU** l'absence d'observations sur ce procès-verbal de la part du demandeur dans les délais réglementaires ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2020-0072 du 6 octobre 2020 portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique ;

**VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 17 novembre au 18 décembre 2020 inclus ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0031 du 22 avril 2021 portant déclaration d'utilité publique du projet de création de la zone d'activité 3 de la Semine sur la commune de Clarafond-Arcine ;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'issue de l'instruction, aucun des motifs de refus prévus par l'article L.341-5 du code forestier ne peut être retenu ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** le défrichement de 8,2540 ha de parcelles de bois situées à Clarafond-Arcine et dont les références cadastrales sont les suivantes, est autorisé :

Section	N°	Surface totale ha	Surface demandée ha
A	1628	1,8732	0,0796
	1629	2,0212	1,4759
	1630	2,2009	0,6718
	1631	2,6198	0,4221
	1633	0,8411	0,6424
	1766	1,2509	0,7009
	1784	4,1357	2,5978
	1788	1,6661	1,1709
	1793	0,2385	0,0061
	1794	0,7697	0,3823
	1816	0,2416	0,1042
<b>Total Surface</b>			<b>8,2540</b>

Le défrichement a pour objet la création de la zone d'activité 3 de la Semine sur la commune de Clarafond-Arcine.

**Article 2 :** la durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

**Article 3 :** la présente autorisation est accordée sous réserve de la réalisation des conditions indiquées en annexe, en application de l'article L.341-6 du code forestier.

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

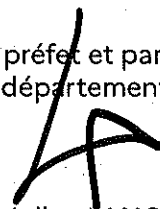
**Article 4 :** la présente autorisation de défrichement fera, par les soins du bénéficiaire, l'objet d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de Clarafond-Arcine. Cet affichage aura lieu au moins 15 jours avant le début des opérations de défrichement ; il sera maintenu en mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant toute la durée des travaux de défrichement.

**Article 5 :** délais et voies de recours : le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à "Télérecours citoyens").

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 6:** MM. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, le sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois, le président de la communauté de communes Usse et Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'L'.

Julien LANGLET

